

# Les producteurs s'insurgent face aux retombées du projet de loi

© 06/06/2018 | 🧑‍🌾 CLG • 📰 Terre-net Média

**Suite à l'adoption du projet de loi Egalim par les députés, les producteurs de grandes cultures réunis dans les syndicats AGPB, AGPM, Fop et CGB s'insurgent. Ils dénoncent une « avalanche de charges supplémentaires, de contraintes et de décisions incohérentes », qui va à l'encontre de la transition souhaitée par le gouvernement.**

**L**e projet de loi vise, entre autres, à accompagner les agriculteurs dans la transition agro-écologique tout en leur offrant une juste rémunération. Toutefois, après sa première lecture à l'Assemblée Nationale cette semaine, les premières réactions sont l'exaspération et l'indignation. Les syndicats des producteurs grandes cultures déplorent **l'introduction de contraintes et charges supplémentaires** alors que l'objectif devrait être de permettre aux producteurs, ainsi qu'à l'ensemble des opérateurs économiques, de rester compétitifs et innovants.

Bien qu'ils saluent l'engagement du ministre, des rapporteurs et des députés de tous bords à éviter l'adoption d'amendements encore plus lourds, « dans des débats souvent marqués par une profonde méconnaissance et malveillance vis-à-vis du monde agricole », ils regrettent que ceux-ci aient fait l'impasse sur la réalité économique. Notamment, les producteurs craignent que cela n'accroisse encore plus les difficultés de milliers d'exploitations, déjà soumis à un équilibre précaire.

La séparation des **activités de vente et de conseil sur les phytos**, ou la suppression des remises, rabais et ristournes prévues par le projet de loi induiraient une augmentation des charges, de plus de 500 millions d'euros par an pour les exploitants. « Des contraintes supplémentaires d'autant moins supportables qu'elles s'ajoutent à d'autres décisions ! Le transfert financier du premier pilier de la Pac vers le second, la suppression sans alternative économiquement viable de produits phytosanitaires, l'augmentation de la redevance sur les produits phytosanitaires ou encore la hausse de sept points des cotisations MSA ont déjà un impact dévastateur. »

Face à « l'absence de volonté des pouvoirs publics » quant aux importations depuis des pays n'ayant pas les mêmes réglementations, face à ces nouvelles charges et contraintes, les producteurs appellent donc les parlementaires et le gouvernement à « une prise de conscience et à un véritable sursaut ». Prêts à s'engager dans la transition voulue par le gouvernement, comme ils le démontrent au travers du contrat de solutions, aux côtés de la FNSEA, ils souhaitent désormais que celle-ci « se fasse avec eux et non contre eux ».